

**SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET
DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO**

DAKAR, LE 12 SEPTEMBRE 2015

ALLOCUTION DE MONSIEUR LE COMMISSAIRE A LA PAIX ET A LA SECURITE

ALLOCUTION DE MONSIEUR LE COMMISSAIRE A LA PAIX ET A LA SECURITE

**Excellence, Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal,
Président en exercice de la Communauté économique des Etats de
l'Afrique de l'Ouest,**

**Excellences, Madame/Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,
Excellences, Mesdames/Messieurs les chefs de délégation des Etats
membres de la CEDEAO,**

Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO,

**Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies,
Mesdames et Messieurs les représentants des Etats et organisations
invités,**

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord, au nom de la Commission de l'Union africaine et en mon nom propre, de remercier le peuple et le gouvernement de la République du Sénégal pour l'accueil combien chaleureux et les excellentes conditions de travail dont nous gratifie comme habitude cette terre généreuse de notre Continent. Qu'il me soit également permis d'exprimer, ici, nos remerciements et notre gratitude au Président Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président en exercice de la CEDEAO, pour l'initiative pertinente et louable qui a bien voulu nous convier à ce Sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement et d'y

convier l'union Africaine, témoignage éloquent de la coopération étroite entre les deux organisations.

Excellence, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

J'ai parlé de défis. Parmi ceux-ci, les difficultés liées à la paix, à la sécurité et à la stabilité figurent au rang de nos priorités que je qualifierai d'urgentes. La présente session de votre Conférence, à cet égard, se tient dans un contexte fort particulier, marqué par des menaces graves à la paix, à la sécurité et à la stabilité de cette partie de notre continent.

La crise institutionnelle qui prévaut en Guinée-Bissau depuis quelques semaines vient nous rappeler encore la fragilité de la situation dans ce pays, malgré les efforts et les résultats encourageants enregistrés depuis les élections d'avril –mai 2014. La situation en Guinée-Bissau est un sujet de préoccupation commune pour l'UA et la CEDEAO. Au cours des dernières années, nos deux organisations, avec le soutien des Nations unies, de l'Union européenne et de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), ont apporté leur plein soutien aux efforts visant à mettre fin au cycle d'instabilité chronique et de violence politique qui a caractérisé l'histoire du pays depuis son indépendance. Se félicitant des efforts quasi quotidiens de la CEDEAO, à travers notamment ceux fournis par le Président Macky Sall, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) a examiné la situation en Guinée-Bissau à deux reprises, ces derniers temps. Lors de sa

534^{ème} réunion, tenue le 17 août 2015, le CPS a réitéré sa profonde préoccupation face aux derniers développements , et a souligné à nouveau que cette situation risque de remettre en cause les avancées enregistrées, s'agissant en particulier de la mobilisation de l'assistance internationale dont la Guinée-Bissau a tant besoin pour son relèvement socio-économique et la mise en œuvre des réformes nécessaires pour la stabilisation durable du pays.

J'ai foi que votre Conférence exhortera les parties prenantes bissau-guinéennes à privilégier l'intérêt supérieur de leur pays et à rechercher, par le dialogue, une solution rapide et consensuelle à la crise, dans le respect stricte de la Constitution et de l'état de droit. C'est le lieu pour moi de féliciter l'engagement déclaré des forces armées et de sécurité à se tenir à l'écart des convulsions de la crise que le pays traverse.

Je voudrais, ici, vous assurer que l'UA continuera à soutenir la CEDEAO dans ses efforts visant à trouver une solution durable à la crise actuelle en Guinée-Bissau, en coordination étroite avec les Nations unies, l'UE et la CPLP. A cet égard, nous envisageons, avec les Nations unies, d'entreprendre une visite conjointe à Bissau pour aider à la stabilisation rapide de la situation, dans le contexte des initiatives actuelles de la CEDEAO dans ce pays. Il s'agira également de poursuivre l'approche coordonnée des efforts engagés pour hâter le règlement de la crise

actuelle, dans le cadre des missions conjointes conduites avec la CEDEAO et les pays voisins, la CPLP, l'UE, l'OIF et les Nations unies.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La présente session extraordinaire de votre Conférence se tient à une étape déterminante de la Transition au Burkina Faso. Je voudrais d'abord féliciter le Président Michel Kafando et son Gouvernement pour la conduite avisée, responsable et consensuelle de la Transition ouverte en novembre 2014 et qui arrivera à terme avec la tenue des élections présidentielles et législatives le 11 octobre 2015. Des défis subsistent, car, comme nous le savons tous, les transitions ne sont jamais des fleuves tranquilles. Il nous appartient de continuer à soutenir le gouvernement pour pouvoir aborder avec succès cette dernière étape vers le parachèvement de la Transition, notamment travers des contributions financières pour résoudre le déficit du budget de la CNI et exhorter chacune et chacun à poursuivre les efforts pour l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles, dans le respect des dispositions pertinentes de la Charte constitutionnelle de transition. Je me félicite de la grande unité de vue et d'action dont l'UA, la CEDEAO et les Nations unies, ont fait preuve dans leurs efforts visant à aider les parties prenantes burkinabè à relever

les défis auxquels elles sont confrontées. Assurément, la mise en place du Groupe de soutien et d'accompagnement pour la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF) a permis de renforcer notre action commune.

Sans aucun doute, les décisions issues de vos délibérations inspireront les conclusions la 4^e réunion du GISAT-BF prévue dans trois jours à Ouagadougou.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le calendrier électoral dans la région est particulièrement rempli en ce mois d'octobre 2015. En plus des élections devant marquer la fin de la Transition au Burkina Faso, des élections présidentielles sont prévues en Octobre en Côte d'Ivoire et en Guinée. En Cote D'ivoire, des progrès importants ont été enregistrés dans la restauration de la paix et de la stabilité, à la suite de la crise postélectorale de 2010- 2011. Nous avons espoir que les prochaines échéances viendront confirmer et renforcer la paix, la stabilité et la réconciliation en Côte d'Ivoire, et permettront de poursuivre le cycle actuel de forte croissance et de reconstruction du tissu économique du pays.

S'agissant de la Guinée, nous nous réjouissons que les acteurs politiques aient pu convenir d'un calendrier électoral consensuel en vue de la tenue

d'élections présidentielles apaisées, sur la base de l'Accord du 20 août 2015 facilité par la CEDEAO, l'UA, les Nations unies et la Francophonie.

Puisse les élections en Afrique être un moment de retrouvaille citoyenne, pacifique, d'union et de compétition saine ; et non des tensions de crispations d'échauffardage, ici et là, de scénarii pour notre continent.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, je voudrais, au nom de la Présidente de la Commission Docteur Nkosazana Dlamini Zuma, saluer encore une fois les efforts et les initiatives de votre communauté, sur le leadership du Président Macky Sall pour relever ces défis. Je me félicite, à cet égard, de la qualité de la coopération que l'UA entretient avec la CEDEAO, conformément à nos textes fondateurs respectifs, et vous réaffirmer notre disponibilité à vous accompagner dans vos efforts pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans cette partie de notre cher continent.

Je vous remercie de votre aimable attention.

